

Face aux politiques migratoires nauséabondes, squatter est une nécessité

Quelle ne fut pas notre colère en lisant l'article page 7 du Dauphiné Libéré du mardi 29 janvier 2019 : les habitant.e.s du CESAI seraient donc réduits à des vulgaires squatteur.se.s sans aucune nuance ni explication. "Squatteur.se", un terme qui, dans l'imaginaire collectif, est synonyme d'oisiveté, décadence et illégalité. Un terme qui discrédite les revendications politiques que nous brandissons et les motifs pour lesquels nous avons ouvert le CESAI.

Monsieur le Maire, dans votre ville squatter n'est pas jouer, c'est une nécessité. Qui d'entre ces cols blancs a réellement conscience de la portée du CESAI et de la fonction d'utilité publique qu'il remplit ? Qu'en est-il de ces nombreux.se.s demandeurs.se.s d'asile qui aujourd'hui auraient probablement rendu l'âme, glacé.e.s dans le froid hivernal de la "capitale douce" ou du col Montgenèvre ? Il suffit également de mentionner les innombrables infortuné.e.s qui, refusé.e.s par "La Cordée" (115), et au comble du comble orienté.e.s par cette dernière jusqu'au CESAI, ont ici trouvé refuge, un refuge refusé par les institutions.

Nous nous trouvons en effet face à une situation hypocrite : d'une part, on nous utilise comme un pansement appliquée sur une hémorragie ; les institutions se réjouissent d'avoir sous la main des personnes qui viendront combler la défaillance de ce système. Et d'autre part, on veut nous mettre dehors. Que se passera-t-il lorsque ces soixante personnes, selon le dernier recensement du nombre d'habitants, se retrouveront dans la rue ? Qui donc les prendra en charge ? La ville de Gap ? Nous en doutons.

**Le seul projet social et culturel au carré de l'imprimerie, c'est le CESAI.
On y est et on y reste!**